



Notes sur les écoutes régionales

11 au 17 mars 2016

FIANARANTSOA

La visite des deux ministres Noeline Ramanantenasoa et Rasoazananera Marie Monique, respectivement ministre de la Justice et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dans la ville des vins a été au centre des actualités des médias locaux le **11 mars**. Tout d'abord, elles ont remis les prix aux gagnants du concours organisé par le ministère de la Justice au sein de la Cour d'appel de Besorohitra en vue d'améliorer la qualité de service et d'inculquer la culture de l'excellence. Puis, elles ont inauguré le centre de détention des mineurs et d'une bibliothèque dans la maison centrale d'Ankazondrano. Concernant le centre de détention des mineurs, il a été financé par l'aumônerie catholique et les laïques trinitaires d'Espagne. Profitant du passage du ministre dans ce centre de détention, le père Fulgence Rabemahafaly a demandé d'accélérer les procédures judiciaires pour réduire le nombre d'incarcérés. La cérémonie de passation de service entre le président de l'Université sortant, en la personne du ministre Rasoazananera Marie Monique, et le nouveau président, Dr Rafananterantsoa Fontaine, a été également effectué pendant cette journée.

Le **14 mars**, les médias locaux sont revenus sur l'inauguration du camp pénal d'Andonaka car il se peut qu'il soit unique en son genre. D'abord, il abrite les prisonniers connus pour leur bonne conduite et a une superficie de 152ha dont les 40ha sont déjà utilisés pour cultiver des maniocs, de riz et de maïs. Ce sont les prisonniers eux-mêmes qui font le travail afin de pouvoir approvisionner la maison centrale d'Ankazondrano. Le ministre de la Justice a félicité l'effort fourni par le directeur interrégional du service pénitentier ainsi que les différents partenaires qui ont contribué à la réussite de ce travail. Ce camp peut servir de modèle à toutes les maisons d'arrêt de la Grande île, a-t-elle souligné.

Dans son émission Tafa sy dinika du **15 mars**, l'animateur de la **Radio RFONE** a témoigné des dégâts causés par l'exploitation aurifère illicite opérée par des Chinois dans le fokontany d'Ambatovory, commune rurale de Tolongoïna, district d'Ikongo. Ainsi, il a alerté l'opinion, sur un ton grave, que « ces chercheurs d'or ont sérieusement endommagé champs et rizières en utilisant des matériels perfectionnés dans leur exploitation. De plus, des éléments de la gendarmerie de Mananjary assurent leur protection alors que la population ne bénéficie d'aucun appui pour sa sécurité ». En ce moment, les habitants soutenus par les notables, les élus, les associations de défense de l'environnement et les autorités locales dénoncent les injustices et les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



actes illicites de ces Chinois. La plupart des auditeurs qui ont intervenu durant l'émission condamnent les exploitants et se rallient aux propos de l'animateur. Ils appellent également les autorités à prendre les dispositions nécessaires pour sanctionner les exploitants. Pour clôturer l'émission, l'animateur a diffusé l'interview de Ravelomanjaka, chef de District d'Ikongo, pendant une bonne quinzaine de minutes. Ce dernier s'en est pris ouvertement au député HVM élu à Fénériver Est, Mohamed Ahmad, et l'a accusé d'être « le complice et le protecteur influent de ces Chinois ». Le chef de district a même menacé que « le député aurait affaire à lui s'il se trouvait sur le lieu lors de sa descente à Ambatovory (...) » Le chef de District a aussi dénoncé la connivence entre le directeur interrégional des mines et les exploitants chinois. Car en dépit de la note du ministère de l'environnement, de l'Ecologie, de la mer et des forêts confirmant l'exploitation illégale faite par les Chinois, ce directeur interrégional n'a pas donné l'ordre aux brigades des mines de fermer le site.

Le point de presse donné par le vice-président du Sénat de l'ex-province de Fianarantsoa Riana Andriamandavy VII a retenu l'attention de la **TNTV le 16 mars**. Il a surtout critiqué la manière dont la Justice rendait ses décisions sans avoir précisé de quelle affaire il s'agissait exactement. Affirmant qu'il respecte le verdict du Tribunal, il se contredit en soulignant qu'il ne pouvait plus se taire en voyant un bandit recouvré la liberté après avoir été arrêté quelques temps auparavant. Il a également mis en garde le député d'Ikalamavony, Ialy Rakotoniaina, et son époux, l'ancien PDS Pety Rakotoniaina. Ces derniers appliquent leur propre loi dans le district d'Ikalamavony or il y a le Dina de la Région Haute matsiatra qui régit également cette zone. De plus, Ikalamavony n'est pas un district indépendant, il fait partie de l'Etat malgache, a-t-il martelé. La chaîne n'a fait aucun commentaire sur ces propos mais s'est contenté de diffuser l'interview.

Un autre point de presse a eu lieu le **17 mars**, la mairesse de la commune urbaine de Fianarantsoa Irma Harilalaina Juliandre appelle les contribuables à régler leurs impôts même si le dernier délai de paiement a expiré le 15 mars. La Commune ne va donc pas sanctionner les retardataires en annulant les amendes fiscales. Quant à l'organisation générale des places destinées aux commerçants, elle sera faite en étapes et les commerçants n'ont pas à s'inquiéter car il y aura de la place pour eux, rassure la magistrate de la ville. Concernant le retard sur le paiement des trois mois de salaires des employés de la Commune urbaine de Fianarantsoa, elle a expliqué que la Commune ne peut pas passer au paiement qu'après le vote du budget de la commune, le contrôle de légalité, et le visa de la trésorerie principale. (**RADIO TSIRY - TNTV**)

TULEAR

La **Radio SITENY** rapporte les propos du Président de la Chambre de commerce, Elijaona

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Razafitombo dans son édition du **11 mars**. Selon elle, toute information sur les appels d'offres et les demandes de financement qui pourra intéresser les membres de la Chambre de commerce sera bientôt disponible au sein de l'entité afin de soutenir leurs activités. D'ailleurs après une rencontre avec les responsables de la BNI CL Madagascar, ces derniers s'engagent à faciliter l'octroi des prêts pour financer les activités des opérateurs membres de la Chambre de commerce.

Le **15 mars**, la **Radio SITENY** informe que 68 000 enfants sont victimes d'exploitation sexuelle et de maltraitances dans la région Atsimo Andrefana, selon les études effectuées par l'UNICEF. Un atelier sur le code de conduite des acteurs régionaux pour le respect des droits de l'enfant a donc eu lieu à Tuléar. Cette initiative, entrant dans le cadre de la lutte contre les exploitations sexuelles des enfants et le tourisme sexuel impliquant les enfants, a vu la participation des opérateurs touristiques et des autorités locales. Ces derniers ont passé à la signature du code de conduite à la fin de l'atelier.

L'insécurité causée par l'exode rural a attiré l'attention de la **Radio Siteny** le **17 mars**. En fait, des personnes victimes du « kere » fuient leur localité d'origine pour trouver de quoi se nourrir et du travail dans la commune urbaine de Tuléar. D'autres personnes fuient également l'application du « Dina be » des communes et districts voisins et viennent s'y installer. La Radio Siteny a entre autres cité comme illustration l'arrestation des 12 pickpockets par la police et les multiples accidents causés par des nouveaux conducteurs de cyclo-poussettes qui ne respectent pas le code de la route. Désormais, un contrôle systématique d'attestation de changement de résidence ou de localité sera mis en place pour résoudre ce problème.

TAMATAVE

Un atelier de formation pour les journalistes des régions Atsinanana et Analanjirofo, a eu lieu à Mahavelona Foulpointe le **11 mars**. Selon la **RNA**, la **RMA** et la **TVMT**, il a été organisé par la direction interrégionale de la Communication et des Relations avec les institutions en collaboration avec le ministère de la Santé publique. L'objectif principal est de renforcer la capacité des journalistes dans la couverture des informations relatives à la santé telles que les campagnes de vaccination. Mais il s'agit également d'élargir les connaissances des journalistes afin qu'ils puissent produire davantage de reportage et de traiter les informations de manière professionnelle. Et le **14 mars**, les médias ont déjà appliqué le traitement des informations sur la santé publique puisqu'ils ont assisté au lancement de la 7^{ème} campagne de vaccination qui a été effectué dans la commune rurale d'Antetezambaro. Le médecin de service et les sages-femmes appuyés par les agents communautaires ont fait du porte-à-porte pour pouvoir atteindre tous les enfants cibles du vaccin.

Une réunion, initiée par le ministère de l'environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



s'est tenue dans la salle de fête de la région Atsinanana pour parler des problèmes touchant le canal de Pangalane. En fait, des déchets ménagers, organiques et industriels polluent, voire obstruent, le canal. Ils viennent des compagnies pétrolières, des marchés publics et des maisons d'habitations situés le long du canal. Le plus grave est que des carburants y sont aussi déversés. Cette situation a des impacts négatifs sur le secteur tourisme parce que le circuit attire de moins en moins de visiteurs alors que beaucoup d'hôtels et de sites touristiques lorgnent ce canal. Les gens qui vivent des produits de pêche en souffrent également. Les représentants du ministère ont pris des mesures, dont une partie s'adresse aux compagnies pétrolières. Ces dernières sont appelées à se mettre en conformité avec la loi sur l'environnement, rapportent la **RNA** et la **TVMT** dans leur édition du **15 mars**.

Le **16 mars**, **RNA**, **RMA**, **TVMT** et **FMA** ont parlé de la rencontre entre le ministre de la Fonction publique et des Lois sociales, les employés et les représentants des syndicats de la société SMMC (Société de Manutention des Marchandises Conventionnelles). Le ministre est venu vérifier si les allégations concernant le licenciement abusif et le non-respect des droits des employés ont eu lieu au sein de la société. Mais les employés ont à l'unanimité réfuté ces allégations. Le directeur administratif et financier de la société a par contre signalé que le licenciement de 13 employés a vraiment eu lieu mais c'était en 2013. Licenciés pour fautes lourdes, ils cherchent par tous les moyens à revenir dans la société. Il a aussi fait savoir que la société a traversé une période sombre suite à l'éclatement de la SEPT (Société d'Exploitation du Port de Toamasina) en 3 sociétés (SPAT, MICTSL et SMMC). Notons que le directeur général n'a pas assisté à la rencontre pour faciliter la démarche entreprise par le ministère.

Pour sa part, le directeur général de la SMMC, Jean Berthin, s'est défendu devant la presse en affirmant qu'il n'a jamais maltraité les employés de la société. Des gens multiplient leur déclaration à la presse sans avoir des preuves de ce qu'ils avancent. Il a terminé son intervention en rapportant les avantages perçus par les employés et les dockers travaillant au service de la SMMC.

Le **17 mars**, le ministre auprès de la présidence chargée des mines et du pétrole a visité les sites d'exploitation des mines de graphite situées dans la région Atsinanana, particulièrement dans les districts de Toamasina II et Brickaville. Une visite inopinée qui a pour but d'évaluer la conformité des exploitants aux normes environnementales et le respect des droits des travailleurs. Le graphite de Madagascar est d'excellente qualité à cause de sa haute teneur de carbone, son prix ne cesse de grimper sur le marché international. Ainsi, les contrôles seront renforcés depuis l'extraction, le traitement, la mise en sac et l'exportation, a informé le directeur interrégional des mines et du pétrole, Amable Benjamin André, à la **RNA**.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



MAJUNGA

La cérémonie de passation de service entre le nouveau président de l'université d'Ambondrona, le professeur Rakotoarivony Andrianony Emmanuel et l'ancienne présidente du comité intérimaire de gestion, le professeur Ravololomanana Alisata Lisy, a eu lieu le **11 mars**, selon **VIVA TV**. Dans son intervention, le professeur Emmanuel a fait part des deux axes principaux sur lesquels son administration va se pencher : l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la construction de nouvelles infrastructures.

Les nouvelles sur la situation d'insécurité ont dominé les actualités de la **VIVA TV** et de la **M3TV** les **11** et **14 mars**. Ainsi, douze bandits armés ont attaqué deux maisons dans la commune rurale de Matatiromby. Bilan, deux d'entre eux ont été arrêtés tandis que les autres ont pu s'enfuir avec la somme dérobée. Il en est de même dans le quartier d'Antsakoamena, commune rurale de Matsakabanja, une famille a été victime d'une attaque à main armée. Après intervention de la gendarmerie, quatre bandits ont été arrêtés avec les objets volés, deux autres morts sous les balles. Le **15 mars**, **M3TV** met encore l'accent sur un autre cas d'insécurité sociale. Deux bandits ont attaqué un conducteur de tuc-tuc dans le quartier de Tsararano dans la nuit du 14 mars. Ils ont violemment tabassé le conducteur avant de prendre la fuite avec l'argent qui se trouvait sur lui.

Le **16 mars**, le directeur régional du commerce ainsi que les employés du service de métrologie légale de Mahajanga ont descendu sur les marchés pour contrôler les balances utilisées par les marchands. Cette initiative entre dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des droits des consommateurs. Des balances jugées non conformes aux normes ont été confisquées. Ce qui a causé le mécontentement des marchands. Selon eux, les autorités auraient dû les prévenir de cette descente. (**M3TV – VIVA TV**)

S'est tenue le **17 mars** la cérémonie de passation de commandement au sein de la gendarmerie de Mahajanga. Le Colonel Mananga Jean Manasse est désormais le 21^{ème} haut gradé qui va diriger ce commandement. Dans son discours, il a mis l'accent sur l'importance de la collaboration entre la gendarmerie et la population dans le but de réduire autant que possible l'insécurité. (**M3TV – VIVA TV**)

DIEGO

La **TV VARATRAZA** continue de diffuser des informations sur la célébration de la journée internationale de la femme dans son édition du **11 mars**. En effet, 11 associations de femmes pêcheurs de la Région Diana ont reçu des dons de matériels de pêches de la part du ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme. En ce qui concerne les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





participantes à la foire Fanorovavy, la chaîne a demandé leur avis sur la relation entre le niveau d’instruction scolaire et le développement économique. Des femmes ont souligné que « le manque d’éducation scolaire ne devrait pas constituer un blocage au développement économique car bon nombre de formations permet aux femmes de s’épanouir économiquement et de promouvoir leurs activités ».

La campagne de lutte contre la poliomyélite dans la ville d’Antsiranana a débuté le **14 mars**. Aussitôt, les agents de vaccination ont menacé de ne pas faire leur travail tant que les responsables de la campagne ne leur offrent pas la totalité des indemnités pour cinq jours de travail. Or il est déjà inscrit dans le budget prévisionnel que l’indemnité à verser aux agents est l’équivalent de deux jours de travail. De plus, le budget a été soumis et approuvé par les bailleurs et qu’il ne peut en être autrement. (TV VARATRAZA)

Des représentants du ministère de l’Intérieur et de la Décentralisation, et de la coopération allemande GIZ sont venus effectuer une visite de courtoisie auprès du Chef de Région DIANA le **15 mars**. Ils ont annoncé la tenue de la conférence sur le développement communal qui aura lieu à l’hôtel de la Poste les 16 et 17 mars. Cette conférence verra la participation de plusieurs maires de la Région DIANA. (TV VARATRAZA)

Un bateau de guerre sud-africain nommé SAS Spioenkop a fait escale à Antsiranana depuis le 15 mars dernier. Une délégation d’Afrique du Sud conduite par son ambassadrice en poste à Madagascar a effectué des visites de courtoisie auprès de la Préfecture d’Antsiranana, de la Région DIANA, des Forces Navales et du RM7. Le personnel du bateau est au nombre de 180, dont 39 sont des femmes. Des représentants du lycée mixte d’Antsiranana ont eu droit à une visite guidée au sein du SAS Spioenkop. Ce dernier quittera Antsiranana le 18 mars prochain. (TV VARATRAZA)

Un débat public entre les médias, les organisations de la Société Civile et les autorités locales a été organisé par le SFCG (Search For Common Ground) dans le cadre du projet INCIPALS (Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité) le 4 mars dernier. Une participation active a été relevée au cours du débat qui est axé sur la communication entre les dirigeants et la population. « C’est seulement pendant la campagne électorale que les candidats aux élections s’échangent avec la population mais une fois élue, ils oublient qu’ils travaillent pour la population et ont le devoir de lui rendre des comptes, » remarquent à l’unanimité les participants. De leur côté, les médias ont dénoncé que bon nombre de personnes refusent d’être interviewés et d’être publiés ou cités comme source d’information même si l’information sert les intérêts de la population. (TV VARATRAZA)